COLLOQUE À LA FACULTÉ DE DROIT ET D'ÉCONOMIE DE SAINT-DENIS | L'UNION EUROPÉENNE DANS L'OCÉAN INDIEN

« Refonder la politique commerciale de l'UE »

Invité au colloque sur l'Union européenne dans la région océan Indien organisé par la faculté de droit et d'économie du Moufia, le député européen Younouss Omarjee plaide pour des rapports plus égaux entre l'Europe, les régions ultrapériphériques et les pays ACP.

– Comment définissez-vous l'influence européenne dans la région océan Indien ?

– L'Union européenne poursuit ses intérêts, des intérêts commerciaux très clairs. Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est que, y compris à travers les aides au pays en développement, ce sont des aides économiques qui priment. L'objectif de l'Europe est de faire en sorte que les pays africains s'orientent vers de grands marchés économiques totalement libérés.

Il y a une vision, un dogme qui est porté par l'Union européenne qui, de mon point de vue, ne va ni dans l'intérêt des pays qu'elle prétend soutenir, ni dans l'intérêt des régions ultrapériphériques [Rup, à savoir Mayotte et La Réunion] de l'océan Indien. Les intérêts sont très divergents, entre l'UE et les pays ACP [Afrique, Caraïbes, Pacifique], entre les Rup et les pays ACP et entre l'Europe et les Rup. Toute la difficulté est de dépasser l'ensemble de ces contradictions dans les politiques de coopération que l'on met en place, par exemple dans le cadre de la COI. Mais ce n'est pas facile.

– Où se situe la difficulté ?

– Il y a des problèmes politiques. Je vais prendre l'exemple de Mayotte qui a bénéficié de 11 millions d'euros pour la mise en œuvre d'un programme de coopération avec les Comores. Je suis en charge du contrôle du Fed [Fonds européen de développement]. Je peux vous dire que pas un euro à ce jour n'a été consommé, c'est concret. Il y a des freins, des verrous, des blocages mais aussi des difficultés politiques, des divergences d'intérêts qu'il ne faut pas nier.

« Doublement ignorés »

– Comment faire pour qu'il y ait moins d'inégalités dans ces échanges ?

– Il faut que Jean-Luc Mélenchon soit élu (sourire). Il faut qu'on participe à refonder la politique commerciale de l'Union européenne en considérant que tout se tient et que le développement des pays africains, des Caraïbes et du Pacifique, va profiter aussi à l'ensemble du monde, à la stabilité de la planète.

Il faut changer les termes des échanges qui sont aujourd'hui totalement inégalitaires et qui vident les pays d'Afrique de toute possibilité d'aller vers leurs propres objectifs, à savoir la souveraineté énergétique, la souveraineté alimentaire, la meilleure intégration dans le commerce mondial sur des bases égalitaires. Lorsque vous regardez les accords de partenariat économique, si tant de régions et de pays ont été réticents à les signer, c'est qu'ils se rendent bien compte que ces accords n'ont rien d'un partenariat. Ils sont là pour servir les intérêts économiques des Européens.

– Est-ce le cas dans le secteur de la pêche ?

– C'est en particulier le cas dans le secteur de la pêche. Ce sont des accords perdant/perdant, perdant pour les pays tiers et pour les régions ultrapériphériques. Des flottes européennes viennent dans nos eaux piller les ressources, dégrader la situation écologique. Ce qu'il faut, c'est de la cohérence. Il y a une absence de cohérence aujourd'hui dans les politiques communautaires.

– Quelles conséquences peut avoir l'instabilité européenne dans la région ?

– D'abord dans la perception de l'Union européenne. Et indirectement, ça impacte le partenariat entre les îles de la région. Quelle Europe proposons-nous ? Celle qui se replie, qui est gagnée par des tentations xénophobes, celle incapable de faire respecter les droits fondamentaux dans certains pays comme en Hongrie, une Europe incapable de gérer de manière convenable le défi de l'immigration… Je pense que l'Europe apporte des moyens financiers qui sont importants mais il faut pouvoir dépasser les intérêts divergents.

Si on est aujourd'hui à ce stade microscopique dans la coopération entre les îles de l'océan Indien, c'est bien qu'il y a des problèmes quelque part. Le commerce entre nos pays n'existe pas. Il est excessivement marginal et malgré le niveau de vie des Réunionnais, nos partenaires ne sont même pas intéressés par nos marchés. Nous sommes doublement ignorés, à la fois par l'Union Européenne et par nos partenaires régionaux. Regardez l'île Maurice qui préfère bâtir un partenariat avec l'Inde.

– Quel doit être le rôle de la COI selon vous dans la région ?

– Au moment où vous avez des craintes sur le retour des guerres partout, en Europe, en Asie, en mer de Chine, l'océan Indien doit être une zone de paix, notamment entre les pays de la COI.

– Une zone de paix alors que l'océan Indien a concentré le plus grand nombre de navires de guerre depuis la Seconde guerre mondiale…

– C'est vrai. Le problème de la piraterie est aussi un exemple typique. L'opération Atalante a été faite pour sécuriser les routes maritimes pour les flottes européennes. Par contre, l'Union européenne ne fait rien pour agir sur les causes de la piraterie. Or les ressources alimentaires des pays de la Corne de l'Afrique n'existent plus. Aujourd'hui beaucoup de petits pêcheurs artisanaux ont du mal à trouver du poisson et certains rejoignent les pirates. Ce sont aussi de vraies questions.

J'avais dit au Parlement européen que les bandits, ce sont les multinationales. Ce n'est pas pour dédouaner les pirates que je dis ça mais les multinationales européennes ou américaines ont des attitudes de voyous. Atalante est là pour protéger l'UE. Mais son action sur les causes profondes de la piraterie, c'est zéro. Il faut qu'on ait des politiques de développement moins orientées sur les aspects purement commerciaux mais qu'on soit calé sur les objectifs du millénaire. Le développement durable, voilà la clef pour ces pays.

– Pour reprendre le thème du colloque proposé par la faculté de droit et d'économie du Moufia, l'Europe est-elle un modèle de puissance ou une puissance modèle ?

– D'abord il n'y a pas de modèle. Puis en Europe, on a le sentiment que c'est un modèle d'impuissance. D'autres considèrent que c'est une puissance démodée. L'Europe a du mal à se penser comme puissance parce qu'elle n'est pas arrivée au bout de son intégration. Vous n'avez pas encore de politique internationale de l'Union Européenne. Il y a des paradis fiscaux dans la région. L'UE s'accommode très bien de ces paradis fiscaux, elle s'accommode très bien qu'un certain nombre de groupes dans le domaine de la pêche fassent le choix de certains paradis fiscaux pour débarquer leurs poissons plutôt qu'à La Réunion, alors que ces mêmes sociétés bénéficient d'aides européennes.

Et cette Europe a fermé les yeux pendant des décennies sur le problème des Chagos alors que le Biot [British indian ocean territory] est dans le traité [européen] et que les Chagossiens sont d'une certaine manière des citoyens européens, certains possédant la nationalité britannique. Est-ce que ça, c'est une puissance modèle ?

Propos recueillis par Frédéric BANC

Younouss Omarjee veut une autre Europe. (Photo DR)